

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 19 juillet 2023
(Convocation du 07 juillet 2023)

Aujourd'hui, le 19 juillet 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle, à l'Hôtel du Département des Landes à Mont-de-Marsan, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	28
• Voix	180
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	28
• Voix	180
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescoute, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Ressources humaines - Prestations sociales - Modalités d'attribution de titres déjeuner

Exposé des motifs :

Aux termes des dispositions de l'article 88-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient à l'autorité délibérante de déterminer les modalités de mise en œuvre des prestations d'action sociale.

Aussi, l'article 25 de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 (titre IV - dispositions diverses) modifiant l'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires pose comme principe que : « les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives sont distinctes de la rémunération (...) et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir ».

Il s'agit d'une obligation légale et d'une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales qui doit figurer dans le budget.

L'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles.

Ainsi, les titres déjeuner sont inclus dans les prestations sociales qu'une collectivité peut attribuer à ses agents, dans les limites fixées par la réglementation. Il est précisé qu'il est déjà fait application de ce dispositif pour les seuls agents affectés hors du siège de Mont de Marsan.

Suite à un travail mené conjointement par la direction et les représentants du personnel, il est aujourd'hui proposé de faire évoluer l'accompagnement financier des agents de l'Institution Adour par la collectivité sur le sujet de l'accès à la restauration, collective ou non, sur les jours travaillés.

Le schéma conjointement construit sera applicable à tous les agents de l'Institution Adour (chaque agent étant libre d'en bénéficier ou pas) et s'appuiera sur les critères suivants :

- un titre déjeuner par jour travaillé,
- d'une valeur faciale de 4 €,
- un accompagnement dont les taux de participation sont modulés en fonction du revenu net imposable de l'agent.

Revenu net imposable annuel	Participation employeur		Participation agent	
Inférieur ou égal à 30 k€	60 %	2,40 €	40 %	1,60 €
Supérieur à 30 k€ et inférieur ou égal à 50 k€	55 %	2,20 €	45 %	1,80 €
Supérieur à 50 k€	50 %	2,00 €	50 %	2,00 €

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 11 juillet 2023,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE****Article 1**

- d'attribuer à compter du 1^{er} septembre 2023 les titres déjeuner aux agents de l'Institution Adour financés par une participation conjointe de l'administration et des agents selon une modulation en fonction du revenu net imposable annuel,
- de fixer la valeur faciale du titre restaurant à 4 €,
- de moduler le taux de participation de la collectivité en fonction du revenu net imposable

Revenu net imposable annuel	Participation employeur		Reste à charge de l'agent	
Inférieur ou égal à 30 k€	60 %	2,40 €	40 %	1,60 €
Supérieur à 30 k€ et inférieur ou égal à 50 k€	55 %	2,20 €	45 %	1,80 €
Supérieur à 50 k€	50 %	2,00 €	50 %	2,00 €

- de valider le règlement fixant les conditions d'attribution des titres déjeuner tel qu'annexé à la présente délibération,
- de donner délégation au bureau pour modifier si nécessaire le présent règlement, à l'exception de ce qui concerne la valeur faciale du titre restaurant et les modalités de calcul de la participation employeur,
- les crédits afférents et nécessaires au financement de cette dépense étant inscrits au budget,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 19 juillet 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 24/07/2023

Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230719-230719H1873H1-DE



REGLEMENT

Fixant les conditions d'attribution des titres déjeuner



Article 1. Définition

Le titre déjeuner est un titre spécial de paiement d'un repas ou d'achat d'aliments prêts à la consommation, cofinancé par la collectivité et l'agent. Il est exonéré de charges sociales et net d'impôt.

Article 2. Bénéficiaires

Est éligible au dispositif tout agent en activité rémunéré par la collectivité ayant l'un des statuts suivants et ce, sous réserve que la pause repas soit comprise dans ses horaires de travail :

- agent stagiaire de la fonction publique territoriale,
- agent titulaire de la fonction publique territoriale,
- agent non titulaire de droit public recruté pour une durée supérieure à 3 mois,
- agent non titulaire de droit privé recruté pour une durée supérieure à 3 mois,
- agent en contrat aidé (CAE, contrat avenir ou tout autre contrat aidé qui serait créé par l'État dans l'avenir) ou en contrat d'apprentissage.

Article 3. Valeur nominale du titre restaurant et participation employeur

La valeur nominale du titre restaurant est fixée à 4 €, avec une participation de l'employeur et de l'agent modulée comme suit :

Revenu net imposable annuel	Participation employeur		Reste à charge de l'agent	
Inférieur ou égal à 30 k€	60 %	2,40 €	40 %	1,60 €
Supérieur à 30 k€ et inférieur ou égal à 50 k€	55 %	2,20 €	45 %	1,80 €
Supérieur à 50 k€	50 %	2,00 €	50 %	2,00 €

Article 4. Forfait mensuel

Le nombre de titres déjeuner autorisé est établi en fonction du nombre de jours de présence effective (en présentiel ou en télétravail) de l'agent au sein de la collectivité, incluant une pause déjeuner dans les horaires.

Pour chaque jour ou demi-journée d'absence, un titre sera déduit du solde mensuel.

Les absences suivantes suppriment l'attribution journalière du titre déjeuner :

- congés annuels,
- congés de fractionnement et jours de récupération de temps de travail,
- arrêt maladie et d'accident du travail
- congés de maternité / paternité
- absences non justifiées
- autorisations spéciales d'absence
- grève
- formation.

Toute absence fera l'objet d'une retenue appliquée le mois suivant.





Par ailleurs, le nombre de titres déjeuner du mois sera diminué du nombre de repas totalement ou partiellement pris en charge par la collectivité ou un autre organisme du mois.

Seront donc décomptés à ce titre :

- les journées de formation ou de participation à un colloque dès lors qu'une prise en charge des repas est assurée par l'organisme de formation ou l'organisateur du colloque ;
- les repas pris en charge totalement ou partiellement par la collectivité via une note de frais.

Article 5. Modalités et fréquence d'attribution

La souscription est volontaire.

Un formulaire d'adhésion tel qu'annexé au présent règlement sera transmis à l'agent afin de recueillir le cas échéant sa volonté de bénéficier des titres-restaurant. L'agent perçoit les titres sans limitation de durée tant qu'il n'a pas quitté la collectivité ou fait valoir sa volonté de ne plus bénéficier du dispositif.

L'année est découpée en 12 mois d'attribution.

Le calcul du nombre de titres déjeuner à attribuer à chaque agent est réalisé à la fin de chaque mois avec perception des titres au début du mois suivant. Le mois de perception sera aussi le mois de règlement par prélèvement sur la paie du mois.

Ex : les titres restaurants attribués à l'agent au début du mois de mai 2023 correspondent à ses présences et absences durant le mois d'avril 2023.

Mois servant au calcul des titres	Mois de distribution des titres	Prélèvement sur traitement de la part salariale
Avril 2023	Mai 2023	Mai 2023
Mai 2023	Juin 2023	Juin 2023

Article 6. Support des titres déjeuner

Le support des titres déjeuner sera dématérialisé, de type carte à puce. Ce support permettra le retrait des sommes contenues sur le compte de gestion associé.

Il sera utilisable par saisie d'un code PIN confidentiel personnel, propre à chaque salarié.

Le support sera désactivé avant envoi au salarié, et l'activation de ce dernier ne pourra se faire que par le salarié lui-même, après utilisation d'un code individuel communiqué par un courrier comportant l'ensemble des informations personnelles utiles à la gestion de son compte.

Chaque salarié disposera d'un espace personnel, associé au support dématérialisé, lui permettant d'avoir accès à toutes les informations concernant l'état d'utilisation de ses titres déjeuner.

Article 7. Durée de validité des titres déjeuner

Les titres restaurant sont valables pendant toute une année civile.

Toutefois, une tolérance permet de prolonger leur période d'utilisation jusqu'au 31 janvier de l'année suivant leur millésime d'émission.





Article 8. Responsabilités des agents

Chaque agent est entièrement responsable de l'utilisation de ses titres déjeuner par rapport à la législation en vigueur.

Une fois les titres déjeuner remis à l'agent, la collectivité décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol de la carte support des titres déjeuner.

Article 9. Gestion de la fin de l'adhésion

9.1. Résiliation à l'initiative de l'agent

L'agent ne souhaitant plus bénéficier des titres déjeuner en fera la demande par mail à l'adresse contact-rh@institution-adour.fr. La demande sera prise en compte à compter du mois suivant la réception de la résiliation.

Un délai de carence de 6 mois sera appliqué entre une demande de résiliation et une nouvelle adhésion présentée par le même agent.

En cas de refus du dispositif ou de résiliation, l'agent ne pourra prétendre à aucune compensation financière correspondant à la part patronale acquittée pour les titres déjeuner.

9.2. Départ de l'agent

À compter de son départ de la collectivité, l'agent ne perçoit plus de titres restaurant.

Article 10. Prise d'effet du dispositif

L'attribution des titres déjeuner selon les modalités mentionnées ci-avant entrent en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2023.

Article 11. Modification du présent règlement

Le présent règlement pourra être modifié par décision du bureau de l'Institution Adour.





FORMULAIRE DE DEMANDE DE TITRES DEJEUNER

Je soussigné(e).....

Service :

Demande à bénéficier des titres déjeuner.

J'ai bien pris connaissance du règlement fixant les modalités d'attribution des titres déjeuner.

J'ai bien noté que je percevrai la dotation de titres déjeuner à compter du mois qui suit la présente demande et sous réserve que celle-ci ait pu être prise en compte dans l'intervalle.

Mon revenu net imposable se situe dans la strate suivante :

	Revenu net imposable annuel	Participation employeur		Reste à charge de l'agent	
<input type="checkbox"/>	Inférieur ou égal à 30 k€	60 %	2,40 €	40 %	1,60 €
<input type="checkbox"/>	Supérieur à 30 k€ et inférieur ou égal à 50 k€	55 %	2,20 €	45 %	1,80 €
<input type="checkbox"/>	Supérieur à 50 k€	50 %	2,00 €	50 %	2,00 €

J'ai bien pris connaissance de la prise en charge par la collectivité d' une partie de la valeur des titres déjeuner (entre 50% et 60% de la valeur du titre) et, du fait de la réglementation, je m'engage donc à prendre à ma charge les 40% à 50% restants (prélèvement direct sur ma rémunération).

Fait à Mont-de-Marsan, le : / /

Signature de l'agent :

